



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année : / N°288

du 20 au 26 septembre 1988

POLITIQUE

L'URNG veut participer au dialogue national
Le gouvernement se montre intransigeant
Des patrons se retirent du pacte social
Des avocats demandent l'austérité administrative et le dialogue national
La tournée de Cerezo en Amérique centrale prend fin
Des membres des patrouilles civiles assermentés
Fin de la protestation des citoyens nord-américains
Cerezo accueilli les contras au Guatemala

INSURRECTION

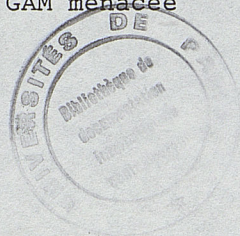
Les insurgés attaquent les casernes

MOUVEMENT POPULAIRE

Le dialogue multisectoriel n'est pas représentatif
Corruption à l'INDE

DROITS DE L'HOMME

Une famille assassinée
Une membre du GAM menacée



4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG VEUT PARTICIPER AU DIALOGUE NATIONAL

Le 21 septembre, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a revendiqué le droit de participer au dialogue national ; à défaut, elle souhaite que le thème du conflit armé interne soit l'un des principaux thèmes abordés durant le déroulement des rencontres. L'ouverture du dialogue national devrait avoir lieu après la clôture du dialogue multisectoriel, ou pacte social, actuellement en cours entre le gouvernement, le patronat et les centrales syndicales de la démocratie-chrétienne. "L'exclusion du mouvement insurrectionnel limite, voire annule les possibilités d'établir des accords valides et de construire des alternatives pacifiques et démocratiques", signale le communiqué de l'URNG.

Selon l'URNG, ignorer le conflit interne, dont les causes existent encore, encourage le haut commandement militaire et le gouvernement du président Cerezo à ne pas respecter les accords d'Esquipulas II. Depuis l'établissement d'un gouvernement civil, le commandement général de l'URNG a proposé à 21 reprises la réalisation d'un dialogue bilatéral avec le gouvernement, et à 14 reprises celle d'un dialogue national ; l'URNG a présenté des solutions politiques concrètes au conflit armé, sans recevoir de réponse positive du gouvernement.

LE GOUVERNEMENT SE MONTRE INTRANSIGEANT

En réponse au communiqué de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, le gouvernement démocrate-chrétien a réaffirmé le 22 septembre qu'aucun groupe armé en marge de la loi ne participerait au dialogue national.

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense a déclaré le 23 septembre que, quand bien même l'URNG demanderait "700 mille fois" à participer au dialogue, la condition serait de déposer les armes et de s'incorporer à la vie légale.

DES PATRONS SE RETIRENT DU PACTE SOCIAL

Le 22 septembre, le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) a annoncé sa décision de ne plus prendre part aux réunions du pacte social, menées avec le gouvernement et deux centrales syndicales affiliées à la Démocratie chrétienne. Selon le CACIF, le gouvernement persiste à vouloir obtenir des fonds destinés à augmenter les dépenses publiques, aux dépens de la croissance de la production ; dans ces conditions, "on ne peut stabiliser les prix et rester compétitifs à l'exportation".

Des centrales syndicales et des organisations populaires indépendantes font remarquer que le retrait du CACIF intervient au moment où devaient être discutées les augmentations des prix et des salaires ; cette attitude ne peut que retarder la réalisation d'un dialogue national.

DES AVOCATS DEMANDENT L'AUSTERITE ADMINISTRATIVE ET LE DIALOGUE NATIONAL

Le 23 septembre, le Collège des avocats du Guatemala a demandé au gouvernement de reconsidérer sa décision d'augmenter les prix des combustibles, à l'origine de l'actuel conflit du travail, ainsi que de déterminer des règles "d'austérité absolue" en matière de dépenses publiques. L'augmentation des prix "peut avoir des conséquences imprévisibles au plan économique et politique et mettre en danger la stabilité institutionnelle ainsi que la paix sociale".

Les juristes exigent la réalisation d'un dialogue national réunissant les différents secteurs de la vie nationale, seule voie pour trouver des solutions aux problèmes du pays et prendre des décisions au bénéfice du peuple.

LA TOURNEE DE CEREZO EN AMERIQUE CENTRALE PREND FIN

Les 22 et 23 septembre, le président Vinicio Cerezo a rencontré ses homologues centraméricains, en vue du sommet présidentiel prévu le 15 novembre dans la capitale du Salvador.

La Commission exécutive d'Esquipulas II, composée des 5 ministres des Relations extérieures, se réunira prochainement à New-York (USA) pour préparer l'agenda des discussions du sommet.

DES MEMBRES DES PATROUILLES CIVILES ASSERMENTES

1 101 membres provenant de 20 patrouilles d'auto-défense civile ont été assermentés le 11 septembre dans la municipalité El Asintal (département de Retalhuleu). Le département des informations de l'armée précise en outre que la cérémonie était présidée par les représentants de la zone militaire N° 13. Les patrouilleurs assermentés sont des paysans de la région.

FIN DE LA PROTESTATION DES CITOYENS NORD-AMERICAINS

Quatre nord-américains qui s'étaient enchaînés le 14 septembre aux grilles du siège diplomatique de leur pays dans la capitale guatémaltèque ont mis fin à leur mouvement le 23 septembre sans avoir été reçus par l'ambassadeur James Mitchel. Ils voulaient protester contre la politique du président Reagan en Amérique centrale.

Dale Ashara-David, Sara Story, Charly Litedy et John Schurchardt ont remis à la presse un communiqué dans lequel ils déplorent l'intransigeance des autorités de leur pays, dont la politique "illégal et immorale" favorise la violence et la misère en Amérique centrale.

CEREZO ACCEUILLE LES CONTRAS AU GUATEMALA

Le 21 septembre, le président Cerezo a autorisé le gouvernement nicaraguayen et la contre-révolution financée par les Etats-Unis à négocier au Guatemala des échanges de prisonniers. Cerezo avait reçu les dirigeants contras qui lui avaient fait part des résultats de leurs rencontres avec les dirigeants nicaraguayens.

INSURRECTION

LES INSURGES ATTAQUENT LES CASERNES

La station de radio Voz popular a informé le 23 septembre de la réalisation de deux attaques de caserne et d'une opération de harcèlement des troupes par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). L'armée a perdu 7 hommes.

Le 8 septembre, les insurgés ont attaqué un détachement militaire dans le village de Xalbal, dans le département du Quiché ; une autre attaque à Resurreccion, dans le même département, a causé 7 pertes à l'armée.

Le 13 septembre, d'autres unités de la guérilla ont attaqué un poste de l'armée à Santiago Atitlan, département de Solola ; le bilan des pertes n'est pas connu.

MOUVEMENT POPULAIRE

LE DIALOGUE MULTISECTORIEL N'EST PAS REPRESENTATIF

Selon le dirigeant syndical Manuel Meneses, secrétaire général du syndicat des travailleurs du ministère des Finances, le dialogue multisectoriel mis en place par le gouvernement n'est pas représentatif de la situation du pays.

La majorité des organisations syndicales et populaire n'est pas représentée. Il est donc logique que le patronat se soit retiré, estime le dirigeant syndical ; la réalisation du dialogue national est plus que jamais nécessaire, "car sinon, la situation du pays va tendre vers une polarisation".

CORRUPTION A L'INDE

Le 25 septembre, Fredy Miranda, secrétaire du syndicat des travailleurs de l'Institut national de l'électrification, a dénoncé l'implication des hauts fonctionnaires de cet organisme dans une affaire de corruption de plusieurs millions. Le syndicat a envoyé il y a plusieurs mois "un paquet volumineux" à la présidence de la république, contenant les preuves de la corruption de plusieurs fonctionnaires.

DROITS DE L'HOMME

UNE FAMILLE ASSASSINEE

Consuelo Villagran et ses deux enfants ont été assassinés par des individus non identifiés le 20 septembre à San Rafael los Tanques, municipalité Villa Nueva, dans le département de Guatemala (centre du pays).

Dans la nuit du 19 septembre, le pasteur évangéliste Diego Ricardo Cun Xinij a été enlevé dans la communauté agricole Chocola, municipalité San Pablo Jocopilas, dans le département de Suchitepequez (sud-ouest du pays).

Victor Manuel Cushman Gomez, enlevé le 16 septembre, a été retrouvé mort dans le domaine agricole El Llano, municipalité Palin, dans le département de Escuintla (sud du pays). Son cadavre présentait des traces de coups et de balles.

UNE MEMBRE DU GAM MENACEE

Le 29 août, le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus a dénoncé les menaces d'enlèvement dont est victime une de ses membres, Juana Calachij.

Juana Calachij est la veuve de Pedro de la Cruz, dont le cadavre a été retrouvé dans le cimetière clandestin de la municipalité de Zacualpa, dans le département du Quiché. Elle a été l'objet d'une tentative d'enlèvement, menée par le chef des patrouilles civiles de la localité, responsable de l'assassinat de son mari. Le GAM dénonce en outre les agissements du chef des patrouilles civiles de San Antonio Sinaché, municipalité de Zacualpa, Marco Canil Saquic, qui menace de tuer les personnes refusant de patrouiller.